

# transform!

Réseau européen pour une pensée  
alternative et un dialogue politique

Analyse préliminaire, résultats, évaluation

## Les élections européennes d'un point de vue de gauche

21 mars 2014

Les élections européennes du 25 mai seront cruciales. Elles offrent la possibilité pour les populations européennes de donner leur avis sur la politique des institutions, d'exprimer leurs attentes et leurs espoirs de changement.

transform! europe présentera sur son site Web son analyse, les résultats et les rapports propres à chaque pays à la veille des élections ainsi qu'une analyse sur leurs conséquences - avec un point de vue de gauche.

Vous trouverez un aperçu du paysage politique et des projections électorales ainsi que deux articles sur la constitution des alliances électorales à gauche en Autriche et en Slovénie [ici](#).

Projet de recherche de transform!

## L'évolution des consciences en Europe dans la crise

21 mars 2014

Ce projet de recherche de transform! étudie les perceptions politiques dans la crise et vise à comprendre les raisons personnelles qui conduisent à la résignation et à la révolte par rapport à la domination capitaliste. À partir de matériaux tels que des sondages d'opinion ou des études plus qualitatives, il cherche à caractériser l'évolution des perceptions populaires dans leur rapport à la domination politique ou au prétendu rôle de l'économie. Le dialogue entre chercheurs de différents pays cherche à analyser pourquoi le rejet croissant des valeurs néolibérales dans de nombreux pays européens ne conduit pas à une majorité populaire ouvrant la voie à une transformation sociale.

Premières contributions :

Conscience en Europe dans la crise : le rapport du séminaire par Maxime Benatouil

Besoin d'inventer une image positive de la politique et conquête de nouveaux droits par Yann Le Lann

Perceptions de la crise et les orientations politiques par Joachim Bischoff et Richard Detje

En Grèce, la possibilité que la gauche accède au pouvoir s'accroît par Christoforos Vernardakis

Bien que perçu de façon très négative, le capitalisme n'est pas tenu pour responsable des difficultés rencontrées dans la vie quotidienne par François Miquet -Marty

Auto-émancipation contre fatalisme politique par Elisabeth Gauthier

Slovénie

## Congrès fondateur de l'Initiative pour le socialisme démocratique

Auteur Anej Korsika - 19 mars 2014

Le 8 mars, l'« Initiative pour le socialisme démocratique » (IDS) a tenu son congrès fondateur et s'est transformée officiellement en parti politique. Dans l'invitation au congrès nous avons écrit qu'au cours des vingt dernières années, tous les partis politiques en Slovénie ont représenté les seuls intérêts du capital. Nous avons souligné qu'il était grand temps que la Slovénie ait un bon parti socialiste qui représente ouvertement et consciemment une alternative socialiste à la fois à la crise en Slovénie et à la crise dans l'Union européenne.

Ni la date ni le lieu du congrès n'ont été choisis au hasard. La Journée internationale de la femme, que les socialistes ont célébrée depuis plus de cent ans, est le type de tradition que IDS veut honorer et développer. Ceci est particulièrement important au moment où nous vivons une érosion de toutes sortes de droits qui ont été considérés jusqu'ici comme allant de soi. Le capitalisme a toujours été et sera toujours chauvin, donc le socialisme doit être féministe. Notre décision de tenir le congrès de fondation dans le centre consacré à la mémoire des combattants de la guerre civile espagnole n'est pas un hasard non plus. Nous croyons que l'internationalisme exprimé à ce moment-là, quand plus de 30 000 bénévoles de plus de 50 pays (dont 1 600 Yougoslaves) ont défendu la République espagnole, est une tradition dont nous devons être fiers et devons développer davantage.

Le congrès a connu une très bonne assistance au moment où notre parti a déjà plus de 300 membres. Le congrès a confirmé le programme du parti qui met l'accent à la fois sur la situation de la Slovénie et sur la situation en Europe et propose des solutions concrètes, qui seraient possibles ici et maintenant, et qui nous permettraient de faire quelques pas vers le socialisme. Les statuts du parti ont également été confirmés et là encore nous avons exprimé notre attachement aux principes de la démocratie directe. Le parti n'a pas de président, mais un coordinateur qui est son représentant légal et responsable d'autres coordinateurs (pour les relations internationales, pour le programme, pour l'expansion régionale, etc.). Toutefois, le pouvoir politique réel est dans le conseil qui est élu directement par le congrès et a tout pouvoir et autorité entre les congrès. Le Conseil se compose de 31 membres qui sont élus directement par le congrès et de 26 membres qui sont des délégués de sections locales du parti. L'idée derrière cette structure est que le pouvoir soit aussi dispersé que possible et que chaque membre du parti ait une réelle opportunité de participer au processus de développement du parti.

Il est à noter que nous avons également reçu beaucoup de soutiens internationaux, du Parti communiste autrichien, du Parti communiste italien, du Parti de la Refondation communiste (Italie), de Izquierda Unida (Espagne), de Die Linke (Allemagne), de Syriza (Grèce), du Front de Gauche français et de l'Alliance de gauche finlandaise.

Nous avons conclu notre congrès en chantant l'Internationale. Nos tâches immédiates sont maintenant l'expansion régionale, la consolidation de l'infrastructure du parti, la candidature pour les élections européennes et la poursuite de notre travail international. La candidature pour les élections européennes se fera en collaboration avec deux autres partis - le Parti démocratique des travailleurs et le Parti pour le développement durable, qui forment la coalition « Gauche unie ». Il y a quelques semaines, cette coalition a tenu son propre congrès fondateur à laquelle a participé Alexis Tsipras et qui a obtenu une couverture médiatique importante.

Site Web: Initiative pour le socialisme démocratique

vidéos en ligne

## La liberté d'information sous pression

14 mars 2014

Environ 280 personnes ont participé, les 28 février et 1er mars, à la conférence internationale intitulée « la liberté d'information sous pression : Contrôle - Crise – Culture », organisée par l'Université de Vienne, transform ! Autriche et l'Association des bibliothécaires critiques (KRIBIBI) à l'Université de Vienne.

Vous trouverez les vidéos des interventions et des panels sur notre chaîne youtube.

Du processus de Bologne à la révocation d'un doyen

## Le prétexte de la privatisation de l'enseignement supérieur grec

Auteur Maria Nikolakaki - 20 mars 14

Des réformes de l'enseignement supérieur, sous prétexte de qualité, de compétitivité et « d'attractivité » de l'université, sont parmi les risques les plus importants aujourd'hui dans de nombreux pays, car ils sont liés non seulement à des questions telles que aux attaques de l'université comme bien public avec la réduction des fonds nationaux, la promotion de l'esprit d'entreprise, les processus de marchandisation et de commercialisation de la connaissance, mais aussi à la dette étudiante et au contrôle des générations futures.

Pour atteindre cet objectif, de nombreuses tentatives de restructuration à l'intérieur des universités au niveau des fonctions, des relations, des professeurs, du personnel administratif et des étudiants ont provoqué des changements importants sur les plans institutionnels, sociaux, culturels, professionnels et idéologiques.

Les réformes de l'enseignement supérieur européen dans les différents pays ont été diverses, mais ont évolué progressivement vers ce qu'on appelle l'EEES (Espace européen de

l'enseignement supérieur). Bien que beaucoup plaident pour la pertinence du caractère autonome du processus de Bologne et son indépendance par rapport aux processus de réalisation européen, le processus de Bologne est inclus dans le contexte plus large d'« européanisation » et est l'objet d'interprétations significatives et aux influences du processus plus large d'unification européenne (Nikolakaki & Pasias, 2010). En particulier, le contenu et les axes qui composent le cadre général de Bologne (compatibilité, comparabilité, lisibilité, accréditation, attractivité) évoluent parallèlement au cadre de la stratégie de Lisbonne (qualité, accessibilité, ouverture, convergence, compétitivité, mobilité). Cependant Bologne et Lisbonne sont tous deux dérivent principalement de « régimes de vérité » (mondialisation, économies de la connaissance, sociétés du risque, réalisation européenne) et sont basés sur les systèmes de connaissances (libération des marchés, efficacité économique, logique d'entreprise), issus du champ de l'économie et du marché, qui sont contrôlés par la domination du paradigme néo-libéral et déterminés par des concepts tels que la marchandisation, la privatisation, la performance, l'évaluation, le contrôle, la technocratie, la responsabilité, la méthode de coordination ouverte.

La crise économique en Grèce est une « opportunité » pour le système politique. Avec la « Dettocratie », de nombreuses mesures néolibérales inconcevables il y a quelques années sont prises sans aucune difficulté. Cette crise et le dénigrement de l'université, son caractère académique comme bien public est en recul. Le discours et les réformes politiques de la Troïka, en alternance au sein du gouvernement au cours des trois dernières années, se font à trois niveaux : d'abord, celui de la réforme interne sur la base de la modernisation technocratique néolibérale de caractéristiques essentiellement structurelles de l'enseignement supérieur ; deuxièmement, que l'adaptation et la réponse aux exigences de la mise en place d'un « Panopticon » moderne et, troisièmement, que la réduction de 40% des budgets de l'enseignement supérieur. En épuisant ainsi les fonctions essentielles des universités, on pense qu'il sera plus facile de leur substituer des intérêts privés.

Dans l'enseignement supérieur grec, toutes les universités sont publiques. La Constitution interdit la privatisation de l'enseignement supérieur. Même ainsi, les gouvernements précédents depuis quelques années ont tenté de modifier la Constitution pour autoriser des universités privées et faciliter un changement du cadre des universités publiques permettant à des entreprises privées de financer l'éducation publique. Dans les universités grecques, en raison de batailles remportées par le monde universitaire, les professeurs, le personnel administratif et les étudiants, le noyau dur du néolibéralisme n'a pas réussi à trouver un point d'appui solide. Beaucoup de décisions avaient été prises dans le cadre du processus de Bologne, mais les frais d'inscription universitaire n'ont pas été mis en œuvre et les universités étaient des organes qui s'auto-administraient. Tous les plans néolibéraux ont échoué en raison des protestations massives des étudiants et du personnel, au printemps 2006 et durant l'hiver 2007 face à la tentative d'abolir l'article 16 de la Constitution qui déclare le caractère public et gratuit de l'enseignement supérieur. Ce fut une victoire avec des prolongements, car, quelle que soit la volonté du gouvernement, à l'heure actuelle, il ne peut exiger des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur et prendre des décisions importantes pour les universités, qui sont toujours considérées comme s'administrant elles-mêmes.

Cela devait changer, selon le système politique institué par la Troïka, malgré la résistance à laquelle elle fait face depuis plus d'un an. La néolibéralisation de l'enseignement supérieur avec la loi 4009/11, a décrété que les universités seraient dirigées par des conseils d'administration, incluant une représentation substantielle des gens d'affaires. Cette proposition a été rejetée par la majorité des universités, qui ont résisté pendant des mois.

Malgré cela, plus de 250 des 300 députés ont voté pour cette loi. Les universitaires grecs ont réagi immédiatement en lançant une pétition internationale contre cette loi, et plus de 900 intellectuels de 46 pays l'ont soutenue. Noam Chomsky, Slavoj Žižek, Henry Giroux, Dave Hill, Judith Butler, et d'autres ont prêté leur nom à cette pétition en août 2011.

La nouvelle loi fixe que les hommes et femmes d'affaires seront impliqués dans la gouvernance des universités. Afin de contourner la Constitution selon laquelle les universités sont des institutions autonomes, la loi a proposé un comité administratif constitué du personnel de l'université qui élirait les hommes et femmes d'affaires constituant le comité administratif extérieur. Le château devait s'écrouler de l'intérieur. Ainsi, les conseils d'administration devaient être élus par les professeurs d'université de chaque université. Les professeurs d'université ont refusé et résisté par tous les moyens à livrer à des intérêts privés le bien public que sont les universités. Ils ont refusé toutes les élections à travers le pays. Les étudiants ont été très actifs et ont appuyé cette résistance. Il y a eu une réaction massive contre les conseils d'administration décidés en août 2011. Plus de 300 départements universitaires à travers le pays ont été occupés par des étudiants pendant plus d'un mois. Le Conseil des recteurs et les syndicats des professeurs se sont tous prononcés à plusieurs reprises contre la réforme.

Cette résistance s'est produite dans un premier temps. La loi a ensuite été révisée avec la loi 4075, d'avril 2012, et le vote électronique pour ou contre les Conseils d'administration a été rendu obligatoire. À ce stade, la surveillance électronique est devenue possible, et des principes démocratiques, tels que le vote à bulletin secret, ont été violés à grande échelle. C'est ainsi que la loi a été appliquée.

Un problème majeur en jeu dans la nouvelle loi abandonnait le concept de franchise universitaire. La Grèce, du fait que la junte militaire avait été renversée par des étudiants, avait déclaré les espaces universitaires comme des espaces d'asile afin que la police ne puisse pas entrer sur les terrains et dans les bâtiments de l'université. C'était un enjeu majeur pour le système politique parce que la démocratie étant attaquée, les espaces libres devaient disparaître. Parallèlement, c'était un enjeu majeur pour les étudiants et les professeurs démocrates parce que la démocratie doit être protégée. Malheureusement, la nouvelle loi 4009/2011 a supprimé le principe de franchise universitaire.

Après la mise en œuvre de la loi et la construction de comités administratifs, la phase suivante de déconstruction des universités était le « plan Athena » (juin 2013). Conformément à ce plan, de nombreux départements universitaires ferment ou fusionnent, réduisant de façon spectaculaire l'enseignement supérieur en Grèce (quel cynisme à l'égard de la déesse de la sagesse d'avoir utilisé son nom ainsi). Beaucoup d'étudiants ont résisté aux fermetures de départements selon le plan de restructuration de l'espace. Les étudiants peuvent avoir commencé leurs études à Thessalonique et devoir les poursuivre à Chalcis, au détriment de leurs projets de vie. De nombreux étudiants ont réagi par une grève de la faim. Une conséquence grave du « plan Athena » est le fait qu'il y aura moins d'étudiants formés dans les universités, principalement parmi ceux qui sont issus de la classe ouvrière. Il est clair qu'on tente d'opérer des changements dans l'enseignement supérieur en contournant la Constitution par des moyens indirects.

La récente tentative de démolition de l'enseignement supérieur grec a été de se débarrasser de 1.349 membres du personnel administratif et technique en octobre 2013, les bibliothécaires, les administrateurs, les techniciens, les gardiens, les responsables informatiques, les employés

des services financiers, les coursiers. Sans aucune explication ces suppressions ou transferts sont survenus dans quelques-unes des meilleures universités grecques, se classant parmi les 200 meilleures universités du monde (Thessalonique, Athènes, Metsovion École polytechnique, etc.)

### **Le nouveau managérialisme en grec de l'enseignement supérieur**

Les conseils d'administration des universités nouvellement formés sont le reflet des tentatives de réforme néolibérale. Plus précisément, des représentants marchés financiers sont nommés, et doivent prendre des décisions concernant l'avenir de l'enseignement supérieur en Grèce. Cette grande transformation de la gouvernance de l'enseignement supérieur peut être comprise comme la remise des universités et des écoles polytechniques aux marchés. En ce qui concerne la réforme interne, on constate clairement l'influence de la technocratie économique caractérisée, d'une part, par l'idéologie du modèle néolibéral du marché ; deuxièmement, par la promotion d'une gestion axée sur le « modèle d'entreprise » ; et, troisièmement, par une conception technocratique des processus d'évaluation et de contrôle.

L'essentiel de la critique concernant les changements / réformes dans le domaine de l'enseignement supérieur sous couvert de la troïka renvoie aux processus de démolition progressive du caractère académique et du déclin de l'université comme bien public à travers la promotion d'une modernisation technocratique néolibérale basée sur le « modèle d'entreprise » et l' « efficacité économique ».

Un exemple en atteste : lorsque les conseils d'administration de l'Université nationale d'Athènes, en application des dispositions que la loi 4009/2011 leur a conférées, ont eu le choix entre plusieurs candidats pour le poste de doyen de la faculté, ils ont rejeté la seule proposition pour la responsabilité de doyen de la Faculté de Philosophie. La décision du Conseil n'a donné aucune raison, se référant simplement aux procès-verbaux des réunions correspondantes et à ceux des réunions du comité chargé d'évaluer l'application. Cela pose un problème sérieux, puisque la loi oblige le Conseil à prendre ses décisions sur la base des « mérites » des candidats susceptibles d'être élus. Une précision : le professeur candidat Eleni Karamolegou, bien qu'électeur conservateur, a résisté à la démolition de l'enseignement supérieur, s'associant à d'autres organisations politiques de résistance.

Le problème est que la loi donne ce pouvoir aux conseils d'administration, ce qui est évidemment antidémocratique et autoritaire. Il est impensable que n'importe qui puisse librement présenter sa candidature comme Premier ministre, mais qu'un professeur d'université ne puisse être candidat au poste de doyen ou de recteur sans l'approbation préalable des conseils d'administration. Cela signifie que les dirigeants n'ont pas confiance dans le processus électoral et veulent le contrôler. Cette approche est insultante à l'égard de l'électorat. Il apparaît que les « membres matures » des conseils d'administration ne font pas confiance aux professeurs d'université pour juger la capacité des candidats, mais le font eux-mêmes, en leur nom.

Ce n'est pas la première fois que le Conseil d'administration a fait preuve d'autoritarisme ; il a appelé la police pour réprimer les manifestations d'étudiants, il a appelé à cesser la lutte courageuse et juste des administratifs contre les licenciements et la mise en disponibilité, il s'est félicité que le Recteur de l'Université d'Athènes, le Professeur Pelegrini, ait été référé à une instance disciplinaire. Globalement, il est évident pour tout observateur critique que son rôle est profondément réactionnaire.

## Conclusions

Dans le cadre de la résistance à la néo-libéralisation de l'université grecque, les questions ou critiques suivantes ont été soulevées par le milieu universitaire grec : la responsabilité de l'Etat ne peut pas être limitée au bon fonctionnement des mécanismes d'évaluation, de surveillance et de contrôle ; l'Etat ne peut pas devenir un agent de supervision, mais doit être un garant de la pérennité de la fonction de l'université comme « bien public » au profit des deux parties. En d'autres termes, une question fondamentale concernant le rôle des « conseils d'administration » largement soulevée dans le milieu universitaire grec est l'émergence et la montée en puissance de l'idéologie d'une « hybridation sciento-technocratique » et la constitution d'une élite technocratique néo-manageriale / technocrate. C'est associé à des changements radicaux dans les relations « pouvoir – savoir » concernant les questions de la gouvernance de l'enseignement supérieur, sur les besoins auxquels les universités devraient répondre, ceux de la société, ceux de l'individu, ou ceux du marché.

Cette nouvelle technocratie cherche à établir des « régimes de vérité », tels que la responsabilité, la performance etc, qui légitiment et encouragent une gouvernance « Panopticon » dans l'éducation basée sur le contrôle au travers de règles internationales, l'évaluation par des technocrates gestionnaires fondant leur appréciation sur la performance, la responsabilisation axée sur l'efficacité dans la réalisation des actions ciblées sur des objectifs spécifiques, le financement subordonné aux résultats (Nikolakaki & Pasiás, 2010). Il s'agit d'un changement majeur dans le rôle de l'enseignement supérieur pour la société, qui a toujours été, jusqu'à présent, de construire l'homme/la femme instruit-e, critique et équilibré-e qui développe pleinement ses potentialités et s'accomplisse à travers sa contribution à l'espace public, social et économique.

Compte tenu des politiques éducatives néolibérales anti-démocratiques visant à porter atteinte à la démocratie sous prétexte de privatisation, de responsabilité et d'approches « scientifiques » de l'éducation, il incombe aux éducateurs de rejoindre l'appel pour une éducation démocratique ; non seulement pour s'opposer à l'assaut actuel sur tous les biens publics, mais aussi pour participer pleinement à la démocratie.

## Références

L. Vatikiotis & M. Nikolakaki (2013). Debt, crisis and resistance in Greece in Dave Hill, in: *Immiseration capitalism and Education: Austerity, Resistance and Revolt*, London: IEPS, pp. 120-144.

M. Nikolalaki & G. Pasiás (2010). Greek Higher Education Area and the Bologna Panopticon: Processes of Governmentality, Performativity and Surveillance in Joao Paraskeva, in: *The Unaccomplished Utopia: Neo-Conservative Dismantling of Public Higher Education in European Union*, Rotterdam/Boston/Taipei: Sense Publishers, pp. 65-94.

Compte-rendu d'une rencontre à Bruxelles

## Travailleurs sans-papiers et conscience de classe : quel rôle pour les syndicats ?

18 mars 2014

Le 11 mars, l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte a organisé un débat à l'Espace Marx de Bruxelles invitant les deux principaux syndicats belges du commerce (FGTB et CSC) et deux travailleurs sans papiers pour parler de la conscience de classe et de la solidarité entre les travailleurs sans papiers et les travailleurs réguliers en Belgique.

L'ACJJ est très active sur les question de l'immigration et du mouvement ouvrier. L'année dernière, la conférence « La gauche et l'immigration » a été consacrée à la convergence des luttes entre migrants / non-migrants et les minorités. En janvier de cette année, la première réunion d'un cycle sur le changement de l'image des migrants a abordé la bataille médiatique sur les actions du groupe 450 Afghans sans statut.

Dans cette deuxième rencontre, nous voulions aborder ces questions à partir du rôle joué par les syndicats pour l'insertion des travailleurs sans-papiers dans la lutte sociale et pour la construction d'une stratégie de solidarité entre les travailleurs belges et migrants avec ou sans papiers.

Dans le contexte de la mondialisation et de crise économique, les travailleurs belges se sont sentis menacés par les travailleurs migrants et ont eu des réactions de rejet à leur égard. Les partis de gauche et les organisations syndicales n'ont pas toujours su ou voulu offrir des réponses universalistes fondées sur l'extension des droits des migrants.

Pour ces raisons, l'intégration des travailleurs sans-papiers dans la lutte sociale n'est pas sans difficulté. Il existe toutefois de nombreux intérêts en commun entre les travailleurs réguliers et les travailleurs sans-papiers. Ces similitudes pourraient favoriser la lutte commune contre le néolibéralisme (la lutte contre le dumping social, l'exploitation, la division du travail, la détérioration des conditions de travail, les réductions de salaire, etc.). Ces intérêts communs, permettront d'améliorer la façon dont les migrants sans papiers sont perçus dans notre société. Il deviendra clair que défendre les intérêts de tous est aussi un moyen pour les travailleurs belges de se battre pour leurs droits.

Les syndicats ont créé un secteur propre aux travailleurs sans-papiers. Ces secteurs apportent leur soutien à ces travailleurs, défendent leurs droits et les représentent dans le cadre des institutions politiques belges. Ils organisent des réunions de sensibilisation pour les travailleurs réguliers sur les intérêts qu'ils ont en commun avec les travailleurs sans papiers. Le syndicat FGTB publiera sur cette question des recommandations pour les institutions politiques en Belgique.

Le débat a été très fructueux. Nous en sommes arrivés à la conclusion que sensibiliser à la situation des migrants en situation irrégulière, en insistant sur la lutte commune des travailleurs réguliers et sans-papiers et la constitution d'une conscience de classe permettent à toute la société civile d'en bénéficier, y compris aux syndicats, mais aussi à d'autres associations (par exemple les organisations de soutien aux étudiants), aux organisations pour



la formation continue, aux médias (traditionnels et alternatifs) et aux travailleurs sans-papiers qui restent des défenseurs actifs des droits des migrants en soutenant leurs collègues.

Féministes pour une autre Europe

## Pouvoir de l'idéologie : féminisme et épreuve de la critique

20 mars 2014

Intervention de la philosophe et psychanalyste Edith-Nicole Thévenin à la conférence publique du 9 novembre 2013 à Capannori, Italie, dans le cadre de la réunion Européenne de FAE.

Quel est l'appel que j'aimerais lancer ici? Quel appel qui tienne compte de la conjoncture politique, idéologique et économique pour que cette conjoncture soit pour nous une chance de rebondir au milieu de la régression politique et du désastre social ? L'appel à réanimer un mouvement. Le mouvement de libération des femmes. Qu'est-ce ça veut dire ? Un mouvement ça peut tourner en rond et tourner rond, ne pas changer d'orbite. C'est, il me semble, là où nous en sommes. On s'agite, on revendique beaucoup, toujours en parcourant les mêmes traces, et dans certaines limites, dans un horizon clôturé. Manque la prise qui nous permette, non seulement de résister dans le courant, mais de résister au courant et de changer de courant, d'interrompre, de prendre une autre direction qui fasse sens, nous désenglué de la tristesse ambiante.

Car un mouvement ça peut aussi emporter, déporter, forcer un chemin. Forcer un chemin c'est pratiquer une ouverture là où rien n'était prévu, là où tout s'oppose, ouvrir sur des horizons nouveaux. Cela suppose avoir l'intelligence d'une situation. Avoir l'intelligence d'une situation, c'est pouvoir la comprendre à partir d'une pensée, d'un point de vue extérieur à la pensée dominante, d'une position non pas statique, mais une position en mouvement qui se donne avec le but, les moyens d'y parvenir.

Mouvement de libération des femmes dit position politique et idéologique pour mettre en mouvement. Par rapport à quoi? Et pour quoi? Pas de mouvement sans théorie de la pratique, une pratique qui revient sur elle-même, se pense, s'autocritique. Car sans théorie, pas de chemin à construire mais une marche hasardeuse, qui se laisse sans le savoir, séduire par les discours dominants. Sans théorie qui donne la compréhension de l'ensemble, et du coup les lignes de démarcation et la ligne de fuite, il y a un tourner en rond où l'on croit avancer, alors que la répétition devient la forme invisible de notre impuissance.

Le mouvement féministe ne se réduit pas à des associations, des partis... ni à des revendications dans un cadre donné même s'il les inclue. Mais il les inclue à la condition d'être ce qui les porte, les emporte au-delà d'eux-mêmes. Le mouvement féministe est apparu comme mouvement, quand il s'est donné un mot d'ordre politique et est rentré dans la bataille idéologique. Quand, en deçà du droit et au-delà du droit, il s'est posé comme remettant en question non pas seulement des places dans une structure, mais la structure elle-même, la structure patriarcale. Quand il s'est donné en un mot "l'intelligence de la chose". Cette intelligence de la chose, nous l'avons perdue avec le reflux des luttes sociales et politiques, avec la crise du mouvement ouvrier, le triomphe du capitalisme libéral et avec, l'enterrement toujours annoncé de Marx et de Freud.

Alors l'idéologie juridique et l'économisme qui l'accompagne sont devenus prédominants. Et avec, ce que j'appelle le fétichisme de l'Etat et de la démocratie. Nous nous battons plus pour une intégration dans les cadres donnés, que pour la remise en question de ce cadre lui-même, qui impulserait une prise de conscience de la réalité des antagonismes et des contradictions qui sont à l'oeuvre. En cela nous suivons la pente générale de tous les partis et mouvements de "gauche". Les rapports de force ne sont pas en notre faveur, dès lors nous sommes enclins à nous soumettre à ce qui nous semble impossible à briser, quitte à vouloir le "transformer". Ce que nous ne cessons de réclamer, l'"extension" de la démocratie, la démocratie "restaurée", ne change pas la nature de la démocratie telle qu'elle s'exerce dans le système bourgeois, elle ne change pas la structure patriarcale telle qu'elle fonctionne en tant que structure. Se battre pour avoir sa place, des droits, une reconnaissance légale, vouloir ainsi élargir l'espace démocratique est nécessaire, indispensable, il y va de notre vie quotidienne. Mais lorsque cela crée l'illusion que nous gagnons du terrain et que le système va changer, bien que tout l'appareil d'Etat et les institutions qui vont avec, restent en place, alors c'est que nous avons perdu la bataille idéologique et que les batailles gagnées nous font perdre la guerre. Le recul des droits des femmes et de leur poids politique et social nous le signale.

Car le propre de la démocratie bourgeoise est de fluctuer sur les bases du rapport de forces dans la lutte des classes, et cette fluctuation, selon les tendances et contre-tendances, est toujours réappropriée en dernière instance au profit de la classe au pouvoir et du procès du capital, c'est-à-dire au profit de l'exploitation et de la marchandisation des êtres humains, de la destruction du monde. N'oublions pas que la démocratie est née en Grèce à partir d'un rapport de classes (l'esclavagisme). Analyser la reproduction du capitalisme, ce n'est pas s'en tenir à l'économique, mais c'est penser en même temps la fonction et le fonctionnement de la démocratie comme appareil idéologique et politique qui assure la reproduction des modes de soumission, en voilant les intérêts réels qui s'y jouent.

Comment engager alors un autre processus démocratique? Pour le penser, il nous faut revenir au lieu historique d'une vérité qui s'est imposée et à briser ce fétichisme juridique et étatique pour s'établir dans un ailleurs absolu, la Commune de Paris. La Commune de Paris, tirant la leçon des défaites de la classe ouvrière qui, à chaque révolution, servait de marchepied à la classe bourgeoise dont elle observait la légalité, s'est établie ailleurs, fondant par son existence même un autre espace politique, en rupture avec l'espace politique de la bourgeoisie. Dès lors, elle a donné le sens des révolutions prolétariennes. Marx nous le rappelle dans Les luttes de classes en France. Le sens des révolutions prolétariennes, ne se donne pas dans la prise de pouvoir pour faire fonctionner la machine d'Etat au profit de la classe prolétarienne, mais dans le fait de briser la machine d'Etat, de changer les rapports de production et inventer un autre fonctionnement de l'organisation sociale qui mettrait fin à la lutte des classes, où l'égalité fonde la liberté réelle. Ce qu'il théorisa sous le concept de "Dictature du prolétariat". Le mot de Dictature fait peur aujourd'hui après l'expérience des pays dits "socialistes". Mais il est nécessaire d'en rappeler le sens (et de dépasser ainsi le terrorisme intellectuel exercé sur la théorie marxiste), lorsqu'il est inscrit dans le concept de "Dictature du prolétariat" : non pas prise de pouvoir pour la répression, mais destruction de tout pouvoir, extension de la démocratie réelle à partir d'un terrain nouveau. Qu'il y ait alors antagonisme exacerbé entre les classes, demande d'en traiter la résolution dans un rapport de force populaire. En ce sens le communisme est le nom de ce mouvement qui ne donne pas le pouvoir à une classe, la classe prolétarienne, mais qui tend vers la mise en commun comme pratique d'une organisation sociale, pratique d'un nouveau mode de production.

Prolétariat est le nom de cette puissance de mise en mouvement. Dans ce sens il est mouvement populaire, en tant qu'il appelle toutes les classes sociales ayant une expérience propre de la domination et de l'exploitation, à se fédérer dans un processus commun de libération. De même que le féminisme n'est pas prise de pouvoir des femmes pour inverser une domination, mais formation d'une puissance pour détruire toute prise de pouvoir d'un sexe sur l'autre, qui est le pouvoir de base constitutif de tous les pouvoirs. C'est en quoi il est mouvement de libération. Mouvement féministe et mouvement communiste sont liés nécessairement. Ils sont dans l'engagement d'un processus révolutionnaire qui ne peut se contenter d'améliorer les structures d'assujettissement. Peut-on s'émanciper réellement si on ne se libère pas en même temps de ce qui nous maintient en minorité et en esclavage. C'est pour cela que s'en tenir, en politique, à la question de la "parité" en réclamant le partage du "pouvoir", ne résoudra ni la question de l'égalité ni la question de l'émancipation.

Il y a toujours eu dans le mouvement féministe plusieurs courants. Mais ce sont les courants les plus radicaux qui marquent la tendance d'un mouvement à sa naissance. Car il est ce qui disjoint l'ensemble, le fait craquer, force le chemin pour sa naissance. Puis avec son établissement, son intégration dans les institutions, à l'épreuve du temps et des contre-tendances, ce sont les courants les plus réformistes, les plus tièdes qui vont marquer la tendance. Tel est le pouvoir de l'idéologie dominante et des appareils dans lesquels elle se constitue et se transmet. Elle s'impose à notre insu, dans tous nos petits renoncements qui nous font céder à la fin sur l'essentiel. Or les courants les plus radicaux qui étaient nés du surgissement des mouvements dits "minoritaires", étaient aussi liés à la pensée de Marx et de Freud, même s'ils ne s'y rattachaient pas directement. Car toute la critique sociale et politique, y puisait son renouvellement et sa force théorique. En dehors des partis et contre les partis, en lien avec la lutte de classes

C'est que la révolution sociale et politique était l'horizon partagé, que penser la relation des hommes et des femmes comme "rapports sociaux de sexe", c'était les penser sous le concept de structure patriarcale. Ce concept nous donne les moyens de comprendre comment cette structure est à la base de toutes les formes sociales de la domination, puisqu'elle est la première forme et la forme fondamentale de l'appropriation privée, celle des corps, du corps sexué. Cette division sexuelle comme mode de production spécifique, traverse et structure tous les autres modes de production (appareil d'Etat, partis, syndicats, toutes les institutions...). Par son universalité on peut dire qu'elle fait des femmes une "classe" exploitée. Aussi la domination du capitalisme intègre, pour sa reproduction, la structure patriarcale. Et pourtant c'est pour la nécessité de son exploitation qu'il a libéré (contre la structure patriarcale), toutes les forces de travail, femmes et enfants compris, inaugurant ainsi l'universalité de son extension. Mais la division sexuelle du travail lui permet d'amoindrir les forces qui pourraient s'opposer à lui, en exacerbant les conflits entre les hommes et les femmes. Il tire de plus profit d'une force de travail au rabais, qui se doit de réparer, soigner la force de travail masculine.

Pour théoriser la "liaison spécifique" de la lutte des classes et de la lutte contre le patriarcat, nous avons avancé (le groupe d'"Elles voient rouge") dans Féminisme et marxisme(I), le concept de "surdétermination" pour montrer comment dans tout processus révolutionnaire, la lutte contre le patriarcat est la lutte qui fonde, surdétermine le sens de la lutte des classes. Cette liaison ne pouvait donc être pensée dans la forme de l'extériorité, mais sous la forme de la détermination "en dernière instance" (c'est-à-dire la plus déterminante même si elle n'est pas la cause directe), car elle dessine le destin d'une révolution: qu'une domination des hommes sur les femmes soient maintenue, et c'est toute la hiérarchie et le système de la

domination qui se maintient et se reconstruit, annulant le procès de la révolution. Poser la question de la relation entre les femmes et les hommes comme constitutive du devenir révolutionnaire de la révolution, c'est faire entendre qu'on ne saurait séparer ce devenir, du "devenir révolutionnaire des gens" (G. Deleuze), de la transformation de la subjectivité (des hommes comme des femmes). Mais c'est aussi mettre l'accent, sur le fait que la lutte contre le patriarcat ne peut elle-même se déployer, que dans le sens de la fin des classes sociales, et de tout système de "pouvoir sur". Ça veut donc dire à l'horizon, détruire la totalité d'un système et d'un processus, remettre en question tous les appareils idéologiques et l'appareil d'Etat. La théorisation du système patriarcal, appelle à penser sa destruction dans l'horizon du communisme. Seule la théorie marxiste nous permettait et nous permet toujours aujourd'hui, d'être aussi hardies et radicales. Nous écrivions dans Féminisme et Marxisme que le "retard historique" des femmes imposé par la structure "leur donne en même temps un point de vue hors système, qui est un point de vue révolutionnaire".

Or le mouvement féministe a perdu cette analyse d'ensemble, cette position politique pour se replier sur des espaces plus identitaires, plus "locaux", où prédominent la dénonciation des discriminations, des inégalités, des violences faites aux femmes donc la revendication de droits, laissant tomber l'analyse de la production et de la reproduction du système, et du même coup, toute visée révolutionnaire. On se bat au contraire pour coller au système alors que le système ne nous a jamais aussi mal traitées! La prise en compte de la construction des identités et du sujet est nécessaire, elle a réinterrogé la théorie marxiste et permit de re-penser la dialectique subjective de la révolution Elle fait aussi partie de la question de la reproduction d'un mode de production, la reproduction de l'idéologie dominante que Gramsci théorise sous le concept d'Hégémonie, Althusser sous le concept d'Appareils Idéologique d'Etat ou Bourdieu sous le concept d'Habitus et qu'une partie du mouvement féministe a voulu rendre visible sous la catégorie sociale de "Construction du genre". Mais l'idéologie "identitaire" hégémonique aujourd'hui, efface la structure et les rapports sociaux de pouvoir, au profit de la seule analyse de la relation entre individus ou groupes, ou communautés ou construction du genre laissant tomber la question politique au profit d'aménagements d'espaces de reconnaissance. Le féminisme, s'il garde toujours une certaine force subversive, forçant la pensée et la pratique à s'affronter à une question à chaque fois déniée et scandaleuse, y perd sa dimension révolutionnaire.

Dans un travail d'enquête qu'elle a mené auprès d'étudiantes sur "les représentations du féminisme" Sandrine Moeschler note qu'à la question "qu'est-ce que le féminisme?"(2), la plupart des étudiantes répondent: "reconnaître ou défendre le droits des femmes", "valoriser les femmes", "faire avancer la cause des femmes", "sans partir du constat de la subordination des femmes aux hommes ou de l'oppression commune qu'elles partagent". De même que la revendication, "A travail égal, salaire égal", n'implique pas forcément chez elles une "conscience de la division sexuelle du travail". Donc on se focalise sur ce qui concerne les femmes en tant que groupe, catégorie "défavorisée", sans comprendre la relation sociale qui définit leur rôle et leur identité ainsi que leur statut, sans voir le lien à l'ensemble. La question des femmes reste donc localisée à certains problèmes. Or lorsqu'on parle de "relations sociales" on ne parle pas de relations interindividuelles, mais de relations de production au sens marxiste du terme, fondées sur des rapports de production spécifiques qui déterminent les relations interindividuelles.

Se référer à une structure évite aussi de s'en prendre aux hommes comme individus -même si chaque femme se confronte dans l'intimité et dans sa tête, à un homme dont elle doit se libérer et pas seulement qu'elle doit accuser!-pour montrer comment hommes et femmes sont

assignés à leur place respectives. Que les hommes en tirent profit et jouissance parce qu'ils occupent une place de pouvoir, c'est la force de constitution subjective d'un mode de production, qui fait que les hommes reproduisent ce mode par eux-mêmes, escamotant ainsi la réalité de leur propre condition, leur soumission à la domination de classe. Que les femmes y trouvent aussi profit et jouissance, montre comment ce système sait mobiliser le psychique des individus sous la forme de la "duperie de soi" et des formes du désir. C'est aussi à cela que le féminisme, en tant que mouvement, doit se confronter et qu'il doit analyser, pour saisir le processus d'une reproduction qui ne saurait se réduire à de simples inégalités ou de manquements au droit, mais questionne toute la dialectique entre champ social et champ psychique, leur prise réciproque. Analyser le processus d'assujettissement permet de mener la lutte idéologique et politique à tous les niveaux, de lier le local au général. Et cette lutte on le voit, ne saurait se réduire aux "dénonciations", mais doit inclure un travail d'analyse critique d'un système de production et de représentation, à la base. Elle requiert du même coup la théorie freudienne de l'inconscient que la théorie du genre a parfois tendance à laisser de côté, en effaçant la question de la différence des sexes au seul profit d'une construction sociale. Reste que la "différence" ne saurait être pensée en termes de rôles dévolues mais en tant que possibilité de rencontrer l'autre irréductible.

Que les femmes aient à s'émanciper et à se soulever contre toute forme de pouvoir, et partant contre la forme patriarcale de leur propre exploitation et domination, ne veut pas dire qu'il y ait d'un côté les bons et de l'autre les méchants. Tout sujet est divisé entre son désir de se libérer et son acceptation de l'ordre dominant comme forme d'intégration d'une reconnaissance. Efficacité d'une hégémonie culturelle et sociale, qui n'appelle pas seulement une soumission ou une répression, mais construit les individus dans leur identité, identité qu'ils revendiquent (cf Michel Foucault). On ne saurait dès lors ignorer la constitution pulsionnelle contradictoire et symbolique de tout sujet. J'ajoute aussitôt, que la lutte contre un système de domination ne peut pas se mener, avec l'illusion infantile qu'un jour le genre humain serait en paix avec lui-même, et que nous vivrions "heureux," c'est-à-dire à jamais pacifiés, dans une société sans antagonismes, transparente à elle-même! Autant dire morts au désir et à la rencontre, robotisé(e)s, réduites à nos seuls besoins (que la structure aura planifiés). La liberté et l'égalité seront toujours à conquérir dans n'importe quel mode de production et le bonheur n'est un état que par contraste. Il y aura un réel autre, sous la forme de l'inconscient comme limite à ma toute-puissance, pris lui-même dans la matérialité des relations sociales. A moins de rêver d'une jouissance de petits ego sans limite, qui ne rêvent d'égalité, que pour récuser tout assujettissement même au langage, même à la transmission! Ne confondons pas égalité sociale et neutralisation des tensions, des contradictions... La vie comme Eros, ne saurait se penser sans la destruction et la mort, c'est pour cela qu'elle est vivante. La psychanalyse nous apporte cette force de désillusionnement.

On ne saurait concevoir les femmes seulement comme des victimes. Mais comme sujets désirant qui, dans leur souffrance, reproduisent sans le savoir le pouvoir qui les soumet, et mettent en place des systèmes de pouvoir compensatoires tout aussi redoutables, et en même temps des systèmes de contournement et d'invention. Car ce qui nous soumet nous donne tout aussi bien des repères identificatoires et des places constituantes, alors on y tient, on en joue, on les subvertit. C'est pour cela que la bataille idéologique dépasse la simple opposition ou la seule "résistance à". Se mettre en mouvement vers- au-delà de l'accusation et des droits à obtenir-, c'est mettre une pensée au travail qui soit soutenue par une pratique de la "différenciation maximale" (D.Sibony).

Une pensée se met au travail lorsqu'elle est portée par le désir. Et le désir (de penser) ne surgit que là où ça fait écart avec la norme dans laquelle se meut l'individu. Là où quelque chose d'inconnu se risque, qui nous sépare de nous-même, fait jouer une scission et donc un élan. Le désir concerne l'au-delà du besoin, même s'il s'appuie sur lui (il y a des besoins "vitaux" qui ne sont pas toujours perceptibles). Il est en excès sur le besoin et rabatte le sujet sur ses "besoins" c'est le rabatte sur son animalité et même dirait Marx sur sa "bestialité" (sur un réel réduit au corps brut). Parce qu'il creuse un au-delà, le désir porte loin, force le chemin, disjoint la nécessité, alors que dans le besoin nous sommes collés à l'immédiat, collés à la manipulation des urgences à combler, au détriment d'une stratégie portée par un horizon politique. C'est bien pourquoi le capitalisme cherche à nous réduire à des besoins, en "montant" des objets de désir qui semblent répondre à un désir fondamental de créativité et de liberté, alors qu'ils sont au service d'un processus d'assujettissement (dans le culte de l'appropriation infinie). Mais le capitalisme a compris quelque chose du désir tandis que la "gauche", bien-pensante et sage (petite-bourgeoise), n'y voit que du feu. Alors même qu'il est question d'un désir plus fondamental, de ce désir qui manifeste ce besoin vital, spécifique au sujet humain, de pouvoir remettre toujours tout en question, jusqu'à la vie elle-même pour libérer la vie. Dès lors il ne s'agit pas tant de quelque chose à posséder dans l'assouvissement d'un avoir (un objet, un espace, une place...) que d'un mouvement qui nous divise, d'une "chance à risquer".

Ainsi des appels de la gauche à lutter contre l'"austérité", qui réduit la perception des individus à leur soi-disant besoins "matériels". Nous bloquons le désir dans la plainte, la réclamation, le simple constat du malheur qui nous est fait, sous la forme d'une "soustraction", d'un "vol", d'un "abus". Croire que l'on peut mobiliser sur les seules "revendications" économiques (encore que la notion d'austérité est si vague qu'il rejoint le langage consumériste) ou juridique est une illusion. Il y faut au contraire, le soutien d'une perspective politique, idéologique, qui ne s'en tient pas à vouloir aménager ou améliorer le système mais qui, prenant appui sur les contradictions du système, porte le mouvement des luttes au bord extrême d'un franchissement. Dans la portée d'une "brisure", d'une destruction vivifiante où l'on se constitue soi-même, où se constitue la force d'un mouvement qui ne peut se développer sans enthousiasme (Rappelons Kant et son jugement sur la révolution française). Telle fut la Commune de Paris et les révolutions décisives du XXe siècle (1917, la révolution espagnole...), C'est l'"apparaître" d'un mouvement autonome, d'un mouvement constituant sa propre puissance, là où on ne l'attendait pas, qui a inscrit le féminisme dans l'espace public et privé. Et cette puissance était en même temps liée à la puissance d'un mouvement social et politique qui s'est pourtant arrêté à chaque période historique, devant la possibilité d'un franchissement révolutionnaire. De là vient notre désespérance, et pas seulement du triomphe du capitalisme. Car le capitalisme n'a triomphé que porté par les reculs incessants des partis de gauche dits opposés, mais dont l'opposition a joué la carte de l'intégration bien comprise, acculant les masses au désespoir lorsque, confrontées à une situation extrême, on propose de contenir et non de rompre (la rupture étant de semblant dans le discours). D'où, en partie aujourd'hui, la montée du FN.

Constituer sa propre force ne va pas sans cruauté, c'est-à-dire sans capacité à affronter le réel tel qu'il est dans sa violence, sans l'analyse lucide du niveau de la lutte des classes dont nous sommes nous-mêmes responsables, sans bilan donc du mouvement féministe. Bilan veut dire, non pas comptabilité des acquis et des reculs, mais analyse de notre stratégie d'ensemble par rapport au rapports de force actuels. Ce qui veut dire être capable de penser l'articulation des différentes instances de la réalité sociale: économique/politique/idéologique et la manière dont nous avons mené la bataille sur tous ces fronts. Analyser la conjoncture n'est pas relever

des éléments épars et s'en tenir à une énumération (paresse de l'esprit qui laisse le langage spontané de l'idéologie mener la danse, puisqu'on en n'analyse pas la fonction, le fonctionnement et l'emprise qu'il a sur nous), mais comme l'écrit Althusser comprendre "leur système contradictoire qui pose le problème politique et désigne sa solution historique, et en fait ipso facto un objectif politique, une tâche pratique" (Machiavel et nous, 62); Analyser leur système contradictoire c'est en dégager les enjeux et donc définir notre stratégie. À partir de laquelle notre pratique quotidienne prend sens et se construit sur le long terme. Alors peut se préciser à chaque fois une dialectique entre luttes pour des réformes immédiates, participation aux mobilisations et lutte politique et idéologique révolutionnaire.

Dans quels rapports de forces avons-nous à construire ce mouvement ? je l'ai dit, dans un rapport de force nettement en notre défaveur, dans le constat de nos défaites et de la reprise en mains vigoureuse par le capital (étant entendu qu'il n'avait jamais perdu la main). Nous ne sommes visibles qu'à la marge, avec pour conséquences d'avoir à s'essouffler pour maintenir un statu quo, qui lui-même s'amenuise. L'économie a pris le dessus, et notre intégration dans les institutions étatiques et européennes, nous a peu à peu étouffées dans le discours dominant de la gauche, qui s'évertue à croire qu'en se tenant sur le terrain de l'adversaire, elle pourra élargir ses marges de manoeuvre. Ainsi de l'illusion de pouvoir changer les fondements de l'Europe! Alors même que nous n'avons aucune prise sur nos propres Etats -ou du moins à la marge, ce qui ne change rien au processus général- et que l'Union Européenne, comme on peut le constater, reste inébranlable par rapport à nos mobilisations, se verrouillant au contraire de plus en plus, et accélérant ses réformes. Le réformisme de la gauche ne lui fait pas peur, mais accentue le sentiment d'impuissance, la démocratie n'étant remise en cause que dans ses manquements et non dans sa fondation.

Cette impuissance n'a d'égal que notre croyance, toujours renouvelée, en l'imminence de la crise finale que nous analysons comme l'impasse du capitalisme libéral (qui au contraire se porte très bien), et sur la force des soulèvements populaires. Or les mouvements populaires sont eux-mêmes étouffés, cadencés par la stratégie d'intégration des partis et syndicats, et par leur propre rejet de tout processus révolutionnaire qui poserait la question du communisme comme forme actuelle d'une rupture pour abolir l'état existant. Nous voyons bien là comment nous restons asservis aux interdictions de "penser", édictées par la pensée "unique" (qui n'est donc plus une pensée). Comme le féminisme n'est lui-même cité que pour référence ou, dans le meilleur cas, par reconnaissance de ses luttes pour les « droits des femmes », n'ouvrant aucune réflexion d'ensemble. On peut dire que l'idéologie dominante s'est implantée avec succès et que nous la soutenons en voulant ne rien en savoir. Nous sommes pour l'instant enfermé(e)s dans l'horizon idéologique imposé par la bourgeoisie et le capitalisme. Pourtant l'état des contradictions économiques et sociales, leur répercussion extrême sur les peuples, nous poussent à poser de manière la plus radicale la question du franchissement. C'est sur cette frontière que nous hésitons, reculons à nouveau.

Tirons les leçons : on ne peut simplement répondre aux urgences et soutenir en ordre dispersé telle et telle bataille, sans avoir une analyse d'ensemble qui nous permette de porter prioritairement nos efforts sur le maillon le plus faible: notre absence d'analyse (notre "rabâchage" sur l'austérité, l'état de l'économie, le recul des droits acquis, etc... ressemble plus à des banalités de constat qu'à une analyse réelle du rapport de forces...). Car revendiquer, manifester, sans comprendre les enjeux politique et idéologique d'une situation, et dégager un chemin, c'est renforcer la dépression des peuples. Aujourd'hui manifester ne sert à rien sans une position radicale qui, au-delà de la demande à l'Autre, soit constitution de la puissance.

Qu'est-ce qui nous manque ? Une théorisation des enjeux idéologique et politique qui se jouent sur la scène nationale et internationale liés à la stratégie du capital. Cette théorisation inclue l'analyse du nouage entre, processus économique, devenir des Etats et des institutions, rapports de forces internationaux, discours et pratiques idéologiques... Nouer ainsi les différentes instances du mode production capitaliste, pour comprendre la force de son expansion (et non se contenter de dire qu'il est en crise !). Mais pour faire cette analyse il nous faut éclaircir nos positions et analyser l'idéologie que nous soutenons. A partir de quel champ de pensée parlons-nous? Comment allons-nous définir notre action ? Si c'est avant tout comme mouvement, alors ce sont les idées qu'il veut faire passer, soutenir qui importent et qui définira la manière dont nous participerons aux mobilisations surgies des luttes sur le terrain, le type d'alliance à passer avec telle ou telle organisation. Si c'est une perspective révolutionnaire, à nous de développer une pratique, de construire ce mouvement en lui donnant du souffle.

Mettre en avant la participation aux institutions comme stratégie primordiale, nous fait faire l'impasse sur la question idéologique et la mobilisation de masse. Comme nous ne sommes pas dans un rapport de forces favorable, cette participation demande une énergie épuisante pour peu de résultats. Elle nous fragilise dans notre capacité à penser les bases de notre stratégie, et les fins réelles que nous nous donnons. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas participer aux institutions politiques. Au moins pour se faire entendre et pour profiter d'un poste d'observation et de contact, rester dans la lutte à tous les niveaux. C'est un relais nécessaire. Mais nous serons de plus en plus inaudibles, découragées, si nous ne subordonnons pas notre participation au travail théorique, à la bataille idéologique et au rassemblement sur le terrain qui vise à constituer un mouvement indépendant des instances étatiques nationales aussi bien qu'européennes. C'est un travail de longue haleine. Alors il nous faut changer la manière dont nous pensons le temps, la temporalité dans laquelle nous vivons, nous arracher à l'angoisse d'avoir toujours à combler l'immédiat. Il y a un activisme préjudiciable aux causes mêmes que nous défendons. Le temps de la réflexion et de la construction est un temps désormais impossible à contourner. A moins de vouloir continuer à foncer tête baissée vers le désastre en croyant toujours "bien faire", naturellement !

Encore un mot. Vouloir mener la lutte dans le seul espace européen c'est encore être en retard sur l'histoire. L'Union européenne a été et restera une construction des grandes puissances et des américains. C'est un espace géopolitique défini pour le marché capitaliste et pour peser dans le rapport de forces avec le reste du monde. C'est un découpage qui nous aveugle sur l'extension réelle des luttes. Or un combat révolutionnaire ne peut être qu'international, car le capitalisme comme le système patriarcal sont internationaux, avec pour chaque pays une implantation spécifique -(la notion de mondialisation est un point de vue du capital et reflète sa stratégie. Elle unifie sous un seul système là où il faut distinguer, diviser, relier selon les rapports de force)- et on ne saurait comprendre les enjeux politiques qu'au niveau international. L'internationalisme définit une stratégie de relations avec les peuples, avec tous les opprimé(e)s, les exploités(es) et les exclu(e)s des nations du monde, et oblige à analyser des situations concrètes, les inégalités de développement, les contradictions et antagonismes à l'oeuvre. C'est à partir de là que nous pouvons déplacer les rapports de force, intégrer, penser la construction d'une puissance. L'Europe est une partie du monde composée elle-même de peuples très différents où chaque Etat, joue une partie bien précise, par rapport à la domination que l'Union européenne veut imposer. Il nous faut donc comprendre cette stratégie d'ensemble et nous déplacer vers la création d'une force nouvelle en nous liant à



ceux et celles qui luttent et inventent sur le terrain, sans oser pourtant imposer encore la sortie de terrain.

## Notes

(1) Féminisme et marxisme, journées “elles voient rouge”, 29 et 30 novembre 1980, Ed. Tierce, 1981. Ce livre est la transcription des débats engagés pendant 2 jours de colloque, entre les différentes tendances du Mouvement de libération des femmes. Transcription exceptionnelle qui garde la mémoire de discussions riches qui garde toute son actualité et plus encore.

(2) Sandrine Moeschler: Les représentations du féminisme, Université de Genève, 2007 travail de fin de Certificat en Etudes générales.

## Ukraine

# Si les mouvements de gauche ne s'unissent pas, seule l'Extrême-Droite bénéficiera de la colère sociale

Auteur Maxime Benatouil - 4 mars 2014

Entretien avec Volodymyr Ishchenko, directeur adjoint du Centre de recherche sur la Société à Kiev (28 février 2014)

Le jeudi 27 février, Norbert Hagemann - assistant du député européen Helmut Scholz (GUE / NGL) - a organisé une table ronde sur la crise ukrainienne avec le Transnational Institute (Amsterdam) et l'Institut d'études de la Mondialisation et des mouvements sociaux (Moscou). Des acteurs de la société civile européenne, dont transform! europe, ont rencontré les analystes de l'Ukraine et de la Russie et discuté de la situation, ainsi que des difficultés rencontrées par le pays. Une attention a été accordée à l'Accord de libre-échange UE-Ukraine, abandonné par l'ex-président Ianoukovitch peu de temps avant le Sommet du Partenariat oriental à Vilnius, mais qui devrait bientôt être remis au sommet de l'agenda politique par le nouveau gouvernement ukrainien.

Volodymyr Ishchenko\*, du Département de recherche des Protestations sociales de Kiev, a répondu à nos questions et nous a fourni des informations clés sur la situation politique de l'Ukraine.

*Quelles causes profondes expliquent que de si grandes parties de la population se soient jointes aux manifestations, à Maidan et ailleurs ?*

Volodymyr Ishchenko : Permettez-moi d'abord de vous dire que les manifestations n'étaient pas exclusivement initiées par les étudiants. C'est une idée fautive très répandue. Les premières manifestations ont été lancées par différents groupes : des journalistes, des militants des droits civils et des étudiants. Tous ces groupes partagent un rêve commun européen, une idée très profonde que l'Europe a la solution aux problèmes de l'Ukraine. Pour eux, cela signifie : plus de démocratie, plus de justice, moins de corruption et une meilleure protection

sociale. C'est une idée très ancienne, bien ancrée dans les sociétés d'Europe orientale. Depuis le 19ème siècle, il y a eu une volonté de rattraper l'Europe occidentale. Beaucoup d'Ukrainiens pensent encore de cette façon. Je dirais que c'est une perception naïve de ce que l'UE pourrait apporter au pays. La plupart des gens n'ont aucune idée des conséquences graves d'un accord de libre-échange pour l'économie ukrainienne et ses conséquences potentiellement désastreuses sur le secteur industriel.

*La soi-disant " frontière linguistique "est-elle un facteur pertinent pour expliquer les tendances au sein de la société ukrainienne, soit pour soutenir la protestation Maidan soit pour la rejeter ?*

Il existe encore beaucoup de divisions en Ukraine : la fracture géographique, la fracture linguistique, la fracture religieuse, etc Il y a même une fracture mémorielle, en particulier en ce qui concerne la situation du pays pendant la Seconde Guerre mondiale. Les divisions correspondent à différentes attitudes électorales. Si le facteur de la langue divise effectivement, on ne peut pas dire que tous les orateurs russophones ne soutiennent pas Maidan par exemple. Mais permettez-moi d'ajouter que, dans la partie occidentale du pays et à Kiev, M. Ianoukovitch n'a jamais été considéré comme un représentant légitime. Il y a beaucoup de social-chauvinisme : il était considéré comme appartenant à une petite zone industrielle proche de la Russie.

*Le parti d'extrême droite " Svoboda " et le mouvement néo-nazi " Secteur droite " a joué un rôle central dans la révolution en protégeant les manifestants de brutalités policières. A votre avis, le prestige qu'ils ont acquis peut-il se traduire en pouvoir politique ?*

Oui. Svoboda a obtenu des positions politiques concrètes dans le nouveau gouvernement. Le vice-premier ministre appartient à ce parti, ainsi que le nouveau ministre de la Défense et le ministre de l'agriculture. Et je pourrais additionner les exemples... Le parti a été récompensé pour avoir organisé la défense de Maidan. En ce qui concerne le " secteur Droite ", on a évoqué l'idée qu'ils obtiendraient des représentants dans le nouveau ministère de la défense et le service de sécurité. Ce n'est pas encore acté. Mais il y a trois mois, personne en Ukraine ne connaissait leur existence - à l'exception d'experts sur les mouvements de droite radicale et de petits groupes de gauche qui les affrontaient dans les rues. Le " secteur Droite " est une organisation plurielle mêlant des ultra-nationalistes défenseurs de l'héritage de Bandera et des groupes néo-nazis encore plus radicaux. Aujourd'hui, aux yeux de l'opinion publique ukrainienne occidentale, ses membres sont les héros de la révolution. Les gens ont pour eux un très grand respect. Ils sont en train de découvrir que le " Secteur Droite " est contre la démocratie parlementaire et ont des valeurs très conservatrices. Mais on les excuse encore généralement dispensés en raison de leurs actions «héroïques» à Maidan.

*Où en est la gauche en Ukraine aujourd'hui ?*

Pour les personnes qui ont soutenu Maidan, le Parti communiste est fortement discrédité et est considéré comme faisant partie de l'ancien régime. Il paie le prix de l'appui qu'il a apporté au Parti des Régions. Des discussions sont en cours au Parlement sur l'interdiction tout la fois du Parti des régions et du Parti communiste. Pas l'interdiction de l'idéologie communiste en tant que telle - ce qui serait terrible pour les idées de gauche et la poursuite du développement d'un nouveau mouvement de gauche en Ukraine. Ce mouvement est composé de nombreux petits groupes de gauche. Ils manquent pour le moins d'unité. Certains d'entre eux ont essayé de participer à Maidan ou aux activités de caritatives dans les lieux occupés, en aidant aussi les

gens à ne pas se faire blesser. D'autres critiquent l'ensemble du mouvement de Maidan dans son essence. Pour l'instant, ils sont trop faibles pour jouer un rôle politique important. Mais je suis assez optimiste pour l'avenir. Tout d'abord, nous devons créer une organisation de gauche unie pour pouvoir jouer un rôle efficace pour un programme de gauche dans la politique ukrainienne. Avec une telle force unie à gauche, nous pourrions répondre positivement aux exigences de la colère sociale imminente que les politiques néolibérales du gouvernement récemment formé entraînera dans un futur proche. Les gens vont à nouveau descendre dans la rue. Mais si les mouvements de gauche ne s'unissent pas, seuls les mouvements d'extrême-droite bénéficieront de cette colère.

*Qu'est-ce qui peut sortir de la prochaine élection présidentielle prévue en mai 2014 ?*

La situation en Crimée va déterminer la stabilité de la transition politique. Il s'agit d'une question très sensible pour les Ukrainiens dans leur ensemble. Si la situation se détériore, le nationalisme des deux côtés augmentera dangereusement. Beaucoup de choses peuvent se produire avant mai : une guerre, une guerre civile... Les sentiments nationalistes vont certainement surgir parmi les Ukrainiens occidentaux, et très probablement aussi dans la partie orientale du pays où les gens ne s'opposeront probablement pas à une auto-détermination de la Crimée. Avant le début des événements de Crimée, j'aurais dit qu'il y aurait deux concurrents pour l'électorat occidental - Timochenko et Klytshko - et qu'une personnalité symbolisant l'unification émergerait dans la partie orientale du pays pour représenter ses intérêts spécifiques. Cela aurait conduit à des élections difficiles avec des résultats controversés. Mais la crise en Crimée change tout. Les ukrainiens occidentaux ne laisseront pas disparaître leur souveraineté sur la Crimée : la demande de candidats nationalistes sera forte. Les nationalistes pourraient jouer un rôle plus important encore.

\* Volodymyr Ishchenko est un sociologue ukrainien, spécialiste des protestations sociales. Il est le directeur adjoint du Centre de recherche sur la Société à Kiev, et rédacteur en chef du COMMONS : Revue de critique sociale.

Séminaire européen du réseau de l'Alter Sommet

## Stratégies de lutte contre l'extrême droite et le fascisme en Europe

03 avril 2014

Budapest, Hongrie

Nulle part en Europe un mouvement fasciste naissant n'a pénétré plus en profondeur qu'en Hongrie, où le parti d'extrême droite Jobbik a marqué son emprise sur les cœurs et les esprits de la jeunesse hongroise et a remporté 17% au Parlement hongrois en 2010.

La montée électorale d'Aube dorée en Grèce est également très préoccupante. Aube dorée est une bande de Nazis impliquée dans des dizaines d'agressions criminelles contre les immigrants et les réfugiés. Le gouvernement grec tolère encore Aube Dorée et sa terreur. En Allemagne, l'immense danger et la force criminelle du néo-nazisme souterrain a été récemment révélée au travers de leurs agressions meurtrières contre les migrants et l'enchevêtrement de leurs réseaux avec les secteurs de l'appareil d'Etat est apparu.

En France, en Suisse et en Autriche, les partis de droite connus pour leurs projets racistes et nationalistes ont gagné du terrain. L'influence et l'extrémisme de la droite de la droite diffère d'un pays à l'autre. La montée du fascisme et le succès électoral de la droite populiste revêtent des aspects différents mais relèvent de la même pathologie sociale car ils reflètent la profonde crise politique en Europe.

L'application généralisée des politiques d'austérité draconiennes en Europe avec des effets dévastateurs sur le plan économique, social et culturel provoquant cette montée de l'extrême droite sous ses différentes formes devient une caractéristique commune des sociétés européennes.

Pour en savoir plus à comprendre ce qui se passe dans les différents pays européens en ce qui concerne la droite sous toutes ses formes et pour en étudier systématiquement les enjeux politiques, le réseau Alter Sommet tiendra ce séminaire européen à Budapest le 3 avril.

Lieu : Kossuth Klub, Múzeum utca 7, 1088 Budapest (Métro : Kalvin - ligne 3)

### **Avant-programme**

9.00 Inauguration :

Laszlo Mendrey (Hongrie, président du syndicat des enseignants) et Sébastien Calvet (France, AlterSummit)

09h10 Discours de bienvenue :

Vilmos Hanti (MEASZ), Tamas Hirschler (MAL), Zina Mihajlova (AFH)

9,25 Panel 1: Typologie de la droite extrémisme et du néo-fascisme en Europe :

Cas de pays présentés par : Tamas Krausz (Hongrie), Dimosthenis Papadatos - Anagnostopoulos (NPI, Grèce), Savvas Michael Matsas (Grèce), René Monzat (France), Vladimir Sedlacek (République Tchèque)

Modérateurs : Matyas Benyik (Hongrie) et Monika Karbowska (Pologne)

10.55 Pause café

11:10 Panel 2: Débat sur la stratégie (1) - populisme de droite contre la démocratie et les droits des travailleurs

Intervenants : Emmanuelle Bigot (France), Graeme Atkinson (Royaume-Uni), Peter Kende (Hongrie), Piotr Ikonowicz (Pologne), un représentant de la Confédération syndicale autrichienne ÖGB

Modérateurs : Gyula Hegyi (Hongrie) - Marie-Christine Vergiat (France)

Conférence de presse 12.35 :

Marie-Christine Vergiat (Députée européenne, France), Zina Mihajlova (Hongrie), Walter Baier (Autriche), Matyas Benyik (Hongrie)

13h00 Pause déjeuner - Epitesz Pince restaurant, à 5 minutes à pied

14h05 Panel 3: Débat sur la stratégie (2) - les tensions nationales et l'extrême droite en Europe centrale et orientale

Intervenants : Jan Kavan (République tchèque), Nina Sankari (Féministes pour une autre Europe), Attila Jakab (Hongrie), Jenő Setet (Hongrie), André Dechot (France)  
Modérateurs : Judit Morva (Hongrie) et Piotr Ikonowicz (Pologne)

15.30 Pause café

15h40 Panel 4: Comment lutter efficacement ? Le défi culturel  
Panélistes: Gaspar Miklos Tamas (Hongrie), Mania Barsefski (Grèce), Pascal Debay (CGT, France), Walter Baier (Autriche)  
Modérateur: Attila Vajnai (Hongrie) et Mirek Prokes (République Tchèque)

17.10 Interventions de clôture par Tamas Krausz et Walter Baier, adoption du document de travail

17.25 Fin du séminaire

« Notre lutte : investissements, emplois de qualité, légalité »

## **Euro-manifestation de la CES**

04 avril 2014

Bruxelles, Belgique

La Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une manifestation à Bruxelles.

Alors que les dirigeants de l'UE se préparent pour leur sommet de printemps à Bruxelles, ils continuent à ébranler le projet européen en prolongeant la crise financière et sociale et en s'aliénant des millions de personnes à travers toute l'Union.

« Nous, mouvement syndical européen, ne croyons pas que la crise est terminée. La question que nous devons nous poser est : qui est sorti d'affaire, le système financier ou les gens ? » « La dimension sociale de l'Union est extrêmement faible. Les citoyens ne sont pas d'accord avec la voie choisie par l'UE. Ils ne verront pas une telle Europe avec bienveillance si elle ne change pas de cap. »

Départ : Boulevard Pachecho

Arrivée : Avenue des Nerviens (Parque Cinquantenaire)

Programme de la journée :

09h00-11h00 : arrivée des manifestants

10h45-11h15 : rassemblement et composition du cortège

11h30: départ de la manifestation

12h30-14h00: podium avec animation musicale et discours des leaders syndicaux européens

14h00 : fin de la manifestation

Le PGE et transform! europe invitent à une conférence :

# « Ensemble, nous pouvons mettre un terme aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe »

10 avril 2014  
Bruxelles

Quelques semaines avant des élections européennes cruciales, les propositions de la gauche européenne doivent être discutées avec le monde du travail, les syndicalistes, les mouvements sociaux et les intellectuels critiques.

La crise financière, les "plans de sauvetage" des banques et les conséquences des politiques d'austérité mettent profondément en cause les choix économiques et monétaires de l'Union européenne. Chômage de masse, crise économique : nous sommes confrontés à l'échec du modèle néolibéral. Les programmes d'austérité imposés sous les auspices de la Troïka ont augmenté la dette publique et mènent à une impasse.

Le temps est venu de dire «stop» à l'austérité, mais aussi de proposer des solutions pour surmonter la crise, desserrer l'étau de la dette, définir ensemble les bases d'une nouvelle politique économique et sociale pour l'avenir de l'Europe et des investissements nécessaires pour atteindre cet objectif.

C'est dans ce contexte, quelques semaines avant des élections européennes cruciales, que nous souhaitons examiner les propositions de la gauche européenne avec le monde du travail, les syndicalistes, les mouvements sociaux, les intellectuels critiques et toutes les forces politiques qui rejettent l'austérité et cherchantes réponses progressistes pour les peuples d'Europe.

Nous avons le plaisir de vous inviter à la première conférence «Ensemble, nous pouvons mettre un terme aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe», qui se tiendra le 10 avril 2014 à Bruxelles, dans le hall de la Confédération des syndicats chrétiens, en présence d'Alexis Tsipras, candidat du Parti de la gauche européenne à la présidence de la Commission européenne.

## Lieu

International Trade Union House  
Boulevard du Roi Albert II, No. 5  
1210 Bruxelles

## Contact

[info@européen-left.org](mailto:info@européen-left.org)  
<http://debt2014.wordpress.com>

Langues : anglais, français, grec, espagnol, allemand

## PROGRAMME

Programme final (pdf, 48 KB) - Documentation

Projet de programme avec les grands thèmes de la journée  
09.30-10.45

- Ouverture par les représentants du groupe de travail des économistes du PGE et transform! europe
- Introduction par Pierre Laurent, président du PGE
- Les propositions du PGE par Alexis Tsipras, le candidat de la gauche à la présidence de la Commission européenne
- Intervention de Gabi Zimmer, présidente du groupe GUE-NGL au Parlement européen

10.45-11.00 Pause café

11.00-13.00 Session I : Analyse

Liens entre la crise de la dette et la question de la crise dans le système financier et les politiques néolibérales. L'intervention de la troïka. La BCE et l'Union bancaire

13.00-14.00 Déjeuner

14.00-16.00 Session II : Objectifs

Comblent le fossé entre le Nord, le Sud et l'Est. Propositions pour l'annulation de la dette, un nouveau Plan Marshall pour plusieurs régions, la reconstruction productive

16.00-17.00 Session III : Autres expériences (Amérique latine / Islande)

17.00-17.15 Pause café

De 17.15 à 19.15 Session IV : Propositions

Politique fiscale européenne alternative pour la redistribution des revenus et de la richesse

19.15 à 20.00 Conclusions par des représentants du groupe des économistes du PGE et de transform! Europe.